

* * *

Chapitre 5.

LES PARTIS POPULISTES EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ : ANALYSE DES DISCOURS DU PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE ET DU PARTI POPULAIRE

Benjamin **Biard** (*CRISP*)

Jehan **Bottin** (*UCLouvain*)

François **Debras** (*ULiège*)

1. Introduction

Le populisme est un concept aux multiples usages qui fait l'objet de nombreux débats (Deruette 2018). Classiquement, les termes «populisme» et «populiste» sont utilisés pour critiquer un adversaire politique. Outre le champ politique, la littérature scientifique tente de mobiliser la notion à des fins de classification, visant à une meilleure compréhension de phénomènes sociopolitiques (Enns 2010). Au-delà de la question de l'étiquette «populiste» mobilisée par les acteurs politiques, la littérature scientifique propose une définition minimale, présentant le populisme comme un style de communication politique construit sur une opposition fondamentale entre, d'un côté, le peuple et, de l'autre, les élites (Jagers, Walgrave 2007; Rooduijn 2014; Moffitt 2016).

Les partis adoptant un style de communication populiste – dits partis populistes – sont considérés dans la littérature comme une menace pour la démocratie et pour les principes libéraux qui la caractérisent (Albertazzi, Mueller 2013; Urbinati 2014). En conséquence, les partis dits « traditionnels » adoptent à leur égard des mesures qui peuvent être exclusives ou inclusives (Goodwin 2011). Une mesure exclusive signifie que les partis traditionnels s'opposent à toute alliance avec un parti qu'ils considèrent comme étant populiste. Ils refusent d'en relayer les enjeux, nient le parti ou minimisent son importance. À titre d'exemple, ces mesures d'exclusion peuvent se présenter sous la forme d'un cordon sanitaire (Meguid 2005). Au contraire, une mesure inclusive signifie que les partis traditionnels décident de collaborer avec le parti considéré comme populiste sur le plan législatif ou exécutif afin de le confronter au pouvoir. À ce sujet, la littérature reconnaît que, dans le temps, les mesures d'inclusion tendent à remplacer progressivement les mesures d'exclusion (Heinze 2018).

Afin d'accéder au pouvoir malgré ces difficultés, les partis populistes ambitionnent de renforcer leur légitimité vis-à-vis des partis traditionnels mais également vis-à-vis de l'électorat. La manière dont les partis populistes construisent cette légitimité reste une question peu étudiée de manière empirique en science politique. Pour cette raison, nous proposons d'étudier les discours de ces partis politiques afin de mieux comprendre comment s'articule leur rhétorique vis-à-vis des autres formations politiques mais également vis-à-vis des électeurs.

Pour ce faire, nous proposons, dans un premier temps, de définir la notion de populisme et de mettre au jour la structure rhétorique employée par les formations populistes. Ensuite, nous définirons la notion de légitimité, particulièrement au regard de la notion de populisme. La section méthodologique présentera la sélection des cas opérée dans le cadre de ce chapitre, à savoir le Parti du Travail de Belgique (PTB) et le Parti Populaire (PP), ainsi que la manière dont les données sont collectées puis analysées. L'analyse des

discours sera opérée dans un quatrième temps. Alors que les partis étudiés reposent sur des idéologies fondamentalement différentes, l'objectif de la recherche est de repérer les différences mais aussi les similitudes dans la manière dont ils construisent leur légitimité. Enfin, nous tenterons de conclure en répondant à la question qui structure ce chapitre : quelles sont les stratégies discursives employées par les deux formations populistes sélectionnées pour renforcer leur légitimité ?

2. Le populisme : essai de définition

Le populisme est un terme polymorphe faisant référence à une multitude d'individus ou de partis politiques induisant nécessairement un flou sémantique (Taguieff 2002 : 39). Dans le champ politique, le terme est utilisé essentiellement à des fins déstabilisatrices pour dénigrer un adversaire : « Vous n'êtes qu'un populiste ». Il s'agit là d'une critique, d'une attaque à l'égard d'un opposant politique. Mais certains hommes politiques revendiquent aussi l'étiquette « populiste ».

Dans le champ académique, les études sur le populisme sont nombreuses, particulièrement depuis la fin des années 1980 (Rovira Kaltwasser, Taggart, Ochoa Espejo, *et al.* 2017). En conséquence, les approches sont diverses, parfois contradictoires. Dans le cadre de ce chapitre, nous considérons que le populisme est un style de communication politique (Jagers, Walgrave 2007 ; Zarka 2012 ; Moffitt 2016) qui se greffe sur une idéologie pouvant être de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche. Pour caractériser ce style politique, Margaret Canovan (1981) met en évidence une dichotomie structurante entre le peuple et les élites.

Pour les acteurs politiques recourant au style populiste, le peuple se confond avec l'idée de la majorité, de masse englobant les hommes de la rue, les gens ordinaires (Mastropaolo 2001 : 65). L'image d'unité doit être suffisamment forte pour donner l'impression que toutes, ou presque toutes, les composantes de la société peuvent marcher main dans la main : patrons et employés, travailleurs et chômeurs ou jeunes et personnes âgées. Toutefois, à défaut de pouvoir identifier clairement le peuple, l'électeur doit également reconnaître ceux qui en sont exclus. Autrement dit, à défaut de savoir « qui il est », il faut savoir « qui il n'est pas ». L'identité négative domine ainsi la rhétorique populiste. Elle se définit « contre » les autres identités en insistant sur la différence, la frontière, l'exclusion et le rejet. Le peuple est également travailleur. Il produit de la richesse, il connaît, a connu (les retraités) ou va connaître (les jeunes) une vie de labeur. Les autres sont considérés comme des profiteurs du système. La voix du peuple renvoie à la vérité et l'appel au peuple constitue le noyau central de la rhétorique populiste : « le peuple pense que... », « le peuple ne veut pas de... ». Dans les discours populistes, le peuple est paré de toutes les vertus. Il est honnête, bon, travailleur et soucieux de l'intérêt général (Jamin 2009).

Image inversée du peuple, les élites sont quant à elles pré-sentées comme minoritaires, corrompues et donc illégitimes (Birnbaum 2012). Elles se composent d'individus cupides et calculateurs cherchant à confisquer la souveraineté populaire. Dans les discours, les élites ne se rassemblent pas autour d'une culture, d'une langue ou d'une histoire, mais bien au travers d'intérêts privés (politiques ou financiers) opposés à l'intérêt général. Ces élites sont qualifiées de « paresseuses » ou de « pourries ». Elles ne produisent aucune valeur ajoutée. Tout comme celle du peuple, l'image des élites, dans la rhétorique populiste, doit être suffisamment large pour recouvrir différentes catégories d'individus (juges, bureaucrates, syndicats, groupes financiers, etc.) et ne doit pas être trop ambivalente sous peine d'être trop diffuse pour pouvoir désigner qui que ce soit (Taggart 2000). Les partis traditionnels et les dirigeants européens constituent des boucs émissaires récurrents incarnant l'ensemble des maux de la société : crise politique, économique, sociale et/ou migratoire. Pour les populistes, les élites sont opposées au peuple, elles le divisent, mettent à mal son unité et instrumentalisent la politique.

3. Légitimité et discours populistes

La légitimité peut être définie comme l'état ou la qualité d'un acteur qui le fonde à agir comme il le fait (Charaudeau 2014). La légitimité peut renvoyer à une action ou une absence d'action de la part d'un individu, qu'il s'agisse d'édicter une loi, d'appliquer une sanction, de donner une gratification ou encore de prendre ou non la parole dans une assemblée. La légitimité ne dépend pas d'un seul individu, c'est une reconnaissance d'un sujet par d'autres, et ce au nom de valeurs qui sont acceptées de tous. En d'autres termes, la légitimité est le résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne à quelqu'un le

pouvoir de faire ou de dire quelque chose, et ce au nom d'un statut (reconnaissance à travers une charge institutionnelle), d'un savoir (reconnaissance comme savant) ou d'un savoir-faire (reconnaissance comme expert) (Charaudeau 2014).

L'une des fonctions des discours politiques est de créer et de partager à des individus une forme d'organisation de la société articulée autour de certaines valeurs (Dorna 2007). En ce sens, les discours politiques cherchent à légitimer l'orateur, son statut, son projet et son action, vis-à-vis du récepteur du message. Il vise à renforcer la conviction qu'ils sont justes et bien fondés.

Les acteurs politiques recourant au populisme essaient eux aussi de se légitimer à travers leurs discours. Puisqu'il s'agit de partis politiques atypiques – étant donné leurs rapports particuliers avec les partis traditionnels et avec le pouvoir (cf. *supra*) –, leurs tentatives de légitimation s'en retrouvent affectées en conséquence. Dès lors, comment se construit cette entreprise de légitimation des partis populistes ?

La littérature reconnaît pour l'heure que les acteurs recourant au populisme tirent principalement leur légitimité dans l'appel au peuple et dans la volonté de l'orateur d'incarner ce peuple (Taguieff 1997). Un populiste serait légitime à l'égard des électeurs au sens où il s'exprimerait au nom du peuple et pour le peuple. Par ailleurs, il renforcerait sa légitimité en attaquant celle de ses concurrents politiques, en les désignant comme des « élites » corrompues et égoïstes. C'est lors de périodes de crise que ces tentatives seraient les plus intenses (Moffitt 2016), attaquant les dirigeants et exaltant la souveraineté populaire, principe fondateur de la légitimité démocratique.

Patrick Charaudeau (2011) indique que les acteurs dits populistes se distinguent des acteurs non populistes dans leur quête de légitimité auprès des électeurs en mobilisant trois stratégies de légitimation.

1. La représentation du peuple : le populiste se déclare du « vrai peuple », il se pose en incarnation directe du peuple et est en quête d'une « légitimité plébiscitaire », c'est-à-dire reposant sur une relation directe entre le chef et les masses ;
2. Un éthos d'authenticité : en prétendant « être tel que vous me voyez », le populiste assure être et faire ce qu'il dit, il tente d'établir un rapport de confiance et de sincérité au profit d'une action future ;
3. Un éthos de puissance : le populiste montre son énergie, sa force et sa volonté de changement, au besoin à travers des « coups de gueule » ou en recourant à l'ironie ou à des formules-chocs. L'objectif est de montrer que rien ne peut l'empêcher de poursuivre son objectif.

Les sections qui suivent vont analyser empiriquement les productions discursives de deux partis politiques afin de déceler les stratégies de légitimation qu'ils développent. Elles permettront par ailleurs de découvrir comment ces stratégies s'énoncent, comment elles s'articulent et quelles comparaisons peuvent être tirées selon que le parti est de gauche radicale ou de droite radicale.

4. Méthodologie

4.1. Le PTB et le PP

Comme cela a été précisé, le populisme est un style de communication qui peut se greffer à diverses idéologies politiques. Pourtant, la littérature qui étudie les phénomènes populistes se concentre principalement sur les partis populistes de droite radicale (Schiffino, Biard 2016), et ce malgré la présence, en Europe, de plusieurs formations populistes issues de la gauche du spectre politique qui connaissent des phases de stabilisation et de consolidation et s'érigent en véritables concurrents des partis traditionnels (March 2012). Une étude comparative entre ces deux tendances permet de mieux comprendre le phénomène populiste dans sa globalité et non plus uniquement au travers d'une idéologie spécifique de droite radicale.

En Belgique, malgré leur présence au sein des institutions politiques¹, le PTB et le PP sont deux partis peu étudiés. Créé en 1979, le PTB axe son programme essentiellement sur les questions socio-économiques. Il ambitionne de rejeter les bases de l'économie capitaliste contemporaine, ses valeurs et ses pratiques, au profit d'un modèle économique alternatif redistribuant les ressources économiques (Ducange, Marlière, Weber *et al.* 2013 ; Katsourides 2016). Le parti est aujourd'hui reconnu par la littérature comme étant un parti «populiste de gauche radicale» (Delwit, Sandri 2011; Pauwels 2014; De Cleen, Van Aelst 2017 ; Biard, Dandoy 2018 ; Goovaerts *et al.* 2020 ; van Dijk *et al.* 2020). De l'autre côté du spectre politique belge francophone, le PP est fondé en 2009. Il s'inscrit dans une idéologie en faveur du libéralisme économique. Le programme mentionne la réduction de la pression fiscale et des dépenses publiques ainsi qu'un durcissement des conditions d'accès au chômage. Le PP s'engage également contre l'immigration et souhaite restreindre les conditions d'octroi de la nationalité belge. En matière de sécurité et de droit pénal, le parti opte pour une vision dite autoritaire (Delwit 2011). Stratégiquement, le PP se revendique comme « populiste ». Selon Mischaël Modrikammen, président du parti, le titre de « populiste » est « une décoration, un hommage » à l'action de sa formation politique et ajoute que le terme « n'est pas négatif quand il signifie que nous sommes les porte-paroles du peuple, des sans voix » (La Libre Belgique 25 novembre 2016). Outre cela, la littérature qualifie également le PP de parti populiste (Delwit 2010 ; Delwit 2011 ; Biard, Dandoy 2018).

L'ambition de ce chapitre n'est pas de proposer une nouvelle définition du populisme ni de remettre en cause la classification du PTB et du PP mais d'étudier les discours politiques de deux formations qualifiées de populiste – l'une de gauche radicale, l'autre de droite radicale – afin de mieux comprendre comment les formations populistes construisent leur légitimité.

4.2. Collecte et analyse des données

Notre analyse porte sur l'ensemble des discours publiés sur le site Internet du PTB et du PP du 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} octobre 2018, soit sur un corpus de 642 documents pour le PTB (480 articles sous forme d'analyse, 48 articles sous forme de questions-réponses, 60 propositions, 43 communiqués et 11 discours) et 68 pour le PP (47 articles sous forme d'analyse, 5 propositions, 15 communiqués et 1 discours). Le corpus analysé pour le PP est nettement moins important en taille que celui utilisé pour l'analyse du PTB. Cette différence illustre des moyens et/ou une stratégie de communication via le site Internet plus importante de la part du PTB. Néanmoins, afin de garantir la comparabilité des deux cas d'étude, le corpus du PP n'a pas été élargi à d'autres sources extérieures.

Puisqu'il est établi dans la littérature que les discours populistes se structurent autour d'une opposition entre le peuple et des élites, nous avons décidé d'identifier l'intégralité des termes pouvant renvoyer à ces deux ensembles (peuple et élites). Le logiciel Iramuteq permet de dégager une première série d'observations qui va structurer l'analyse des discours.²

Dans le corpus de texte provenant du PTB, nous avons mis en évidence les dix mots les plus cités ; on y retrouve notamment les termes «Gouvernement», «Travailleur» ou encore «Gens» (cf. Annexe 5.1). Dans le

¹ Le PTB dispose d'élus à la Chambre des représentants depuis 2014. Il est également présent au sein des différents parlements régionaux du pays ainsi que dans de nombreux conseils communaux du Royaume. Le PP dispose d'élus dans plusieurs communes wallonnes et dispose d'un élu au Parlement wallon de 2014 à 2019 (le député André-Pierre Puget quitte néanmoins le PP le 15 décembre 2015). À la Chambre des représentants, il décroche son premier siège en 2010 (son élu, Laurent Louis, sera néanmoins écarté du parti quelques mois plus tard). Alors qu'il parvient à récupérer un siège en 2014, il y perd sa représentation parlementaire lors des élections législatives de 2019. Le 18 juin 2019, la direction du PP décide à l'unanimité de dissoudre le parti. articles sous forme d'analyse, 48 articles sous forme de questions-réponses, 60 propositions, 43 communiqués et 11 discours) et 68 pour le PP (47 articles sous forme d'analyse, 5 propositions, 15 communiqués et 1 discours). Le corpus analysé pour le PP est nettement moins important en taille que celui utilisé pour l'analyse du PTB. Cette différence illustre des moyens et/ou une stratégie de communication via le site Internet plus importante de la part du PTB. Néanmoins, afin de garantir la comparabilité des deux cas d'étude, le corpus du PP n'a pas été élargi à d'autres sources extérieures.

² Iramuteq est un logiciel d'analyse de données textuelles ou de statistique textuelle. Il permet, entre autres, d'identifier le vocabulaire d'un corpus tout en illustrant ses champs sémantiques, c'est-à-dire les multiples liens qui unissent les termes ou thèmes d'un ou de plusieurs documents.

corpus provenant du PP, parmi les dix mots quantitativement les plus mobilisés, se retrouvent notamment : «Gouvernement», «Citoyen», ou encore «Droit» (cf. Annexe 5.2).

4.3. Interroger l'environnement discursif des termes les plus mobilisés

Faisant suite à ces premières observations quantitatives du corpus de textes, une analyse des discours est effectuée afin d'interroger l'environnement discursif des termes les plus mobilisés par chaque parti politique. Tout segment de paragraphe comprenant l'un des dix termes les plus mobilisés dans chaque corpus de texte a été repris au sein d'un même classeur (cf. Annexes). L'étude de ce classeur nous permet de mettre en évidence les argumentaires politiques employés par les partis étudiés. À travers l'analyse de l'environnement discursif des termes les plus mobilisés par chaque parti, la prochaine section entreprend ainsi d'étudier la stratégie de légitimation mise en œuvre par les deux partis étudiés.

5. Analyse des discours

5.1. Le PTB

Le PTB se présente comme étant au service des «gens» en leur donnant « la priorité » (PTB 2 juin 2018). Le slogan du parti pour les élections communales de 2018 est « Prenons parti pour une ville à la mesure des gens ». « Les gens d'abord, pas le profit » est un autre slogan récurrent du parti. Comme l'explique Peter Mertens :

Nous voulons une toute autre démocratie que la politique arrogante habituelle, du haut vers le bas, qui n'implique pas les gens [...]. Le PTB ne va pas tout résoudre à la place des gens. Rien que sur ce point, nous sommes un parti totalement différent des autres. Nous ne pensons pas que les gens doivent déléguer leur capacité, leur pouvoir, leur autonomie, leur réactivité à une caste de politiciens professionnels qui va résoudre tout pour eux (PTB 14 novembre 2017).

En ce sens, le PTB ne souhaite pas tant «représenter» les Belges, mais plutôt les accompagner. Selon Sofie Merckx, interrogée par Liza Lebrun : «l'idée est que les gens soient les acteurs du changement » (PTB 1^{er} février 2017).

La dichotomie entre d'un côté les citoyens, les gens, les travailleurs et, de l'autre, le profit, le monde de la finance et des marchés est centrale dans la rhétorique du PTB :

La ville est le lieu où les gens vivent, habitent, travaillent et se détendent, et où les besoins des gens doivent par conséquent être au centre des préoccupations. Et c'est toute autre chose que les intérêts des barons de l'immobilier, des holdings financiers et des spéculateurs (Mertens 20 janvier 2018).

Selon David Pestieau, les travailleurs sont « la classe de tous les gens qui vendent leur force de travail pour pouvoir vivre » (PTB 25 janvier 2018). De plus, «l'énorme majorité des gens travaille bien » (Bernard 16 août 2018) ou encore, d'après Charlie Le Paige : « Beaucoup de gens s'investissent beaucoup et font du travail de qualité sans pour autant être hautement rémunérés. Ils le font par conviction et par passion » (Le Paige 24 août 2018).

Dans les discours du parti, les «gens» sont considérés comme unis. D'après le parti : « Si chacun se bat de manière individuelle, les gens peuvent être montés les uns contre les autres, et alors nous sommes fichus. Mais si on lutte tous ensemble, nous pouvons encore gagner. Le message, c'est la solidarité » (Goessens 12 mars 2018). Mais, comme nous le verrons, cette « solidarité », cette «unité» est perçue comme fragile, menacée notamment par le gouvernement qui «essaie de dresser les gens les uns contre les autres » (Dobbelaere 27 octobre 2017).

Au travers des citations nous retrouvons cette opposition fondamentale, présente dans la rhétorique du PTB, entre, d'un côté, les « gens » et le PTB qui souhaite construire son action avec eux et, de l'autre, le monde du « profit » ou de « l'argent », soutenu par «l'establishment», par «l'élite politique». Le parti dénonce une «élite» riche et opposée à l'intérêt général, préférant maximiser ses intérêts économiques ou politiques. En cela, la lutte est un élément déterminant des discours du PTB : lutte des classes, lutte ouvrière, lutte des travailleurs, lutte des cheminots, lutte des étudiants, lutte sociale, lutte culturelle, lutte politique, lutte pour

les droits, lutte pour l'égalité, lutte pour les pensions, lutte pour le refinancement, lutte contre la fraude, lutte contre la précarité, lutte contre la pauvreté, lutte contre les privatisations ou encore lutte contre le dumping social. Comme le déclare Nicole Naert (12 juillet 2018) :

La limitation du droit de grève et de la liberté de mener des actions montre une vision autoritaire de la société que ce gouvernement veut imposer aux travailleurs afin de rendre tout progrès social impossible. Car la lutte pour nos droits sociaux est indissociable de la lutte pour nos droits démocratiques, comme celui de mener une action collective.

Le PTB avance que face au gouvernement et aux forces financières présentés comme alliés naturels, «on a besoin de syndicats et de droit de grève car, sinon, c'est le retour à l'esclavage » (PTB 1^{er} août 2018). D'après le PTB, si les citoyens travaillent toujours plus intensivement, les « élites » quant à elles s'enrichissent « sur le dos des gens»:

Nous vivons une époque d'inégalité extrême. L'an dernier, le 1 % le plus riche de la population mondiale a empoché 82 % de la richesse créée [...]. C'est inimaginable. Et pendant ce temps, toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim. C'est totalement injustifiable (Mertens 9 septembre 2018).

La part des richesses produites consacrée aux salaires (y compris la partie du salaire qui va dans les caisses de la sécurité sociale) ne cesse de baisser pour alimenter les caisses des dividendes des actionnaires. C'est un transfert annuel de plus de 10 milliards d'euros. C'est de l'argent en moins dans la poche des gens pour de l'argent en plus dans la poche de quelques actionnaires milliardaires (Pestieu 5 juin 2018).

Ces inégalités découleraient de la « culture politique » qui est propre aux élites. Peter Mertens évoque cette culture politique de la façon suivante :

Une culture politique existe de se servir et pas servir les gens. Les hommes politiques veulent prendre leur pension à 55 ans, mais ils forcent les citoyens à travailler jusqu'à 67 ans. Ils sabrent dans les indemnités de maladie, mais eux-mêmes reçoivent une assurance maladie complémentaire à vie du Parlement [...]. Ce mépris pour les citoyens est devenu une part importante de la culture politique (Dobbelaere 27 janvier 2017).

Plusieurs acteurs sont accusés d'entretenir une telle culture politique. Il s'agit principalement du gouvernement, de l'Union européenne, des partis politiques traditionnels, des hommes politiques et des entreprises. Selon le PTB, le gouvernement est le premier responsable de cette culture politique présentée comme déconnectée : « le gouvernement n'écoute pas les millions de voix d'en bas et préfère écouter les quelques voix d'en haut » (Pestieu 30 mai 2018).

Benjamin Pestieu (8 août 2018) considère que «nos ministres ne veulent pas d'une société démocratique». Les ministres mentiraient à la population, diffuseraient des «fake news » (De Meester 27 juillet 2018) et pousseraient intentionnellement les gens dans la pauvreté :

Le gouvernement Michel veut pourtant augmenter la concurrence sur le marché du travail. Plus il y a de gens qui postulent pour le même emploi, plus les employeurs peuvent être exigeants, et plus les travailleurs seront contraints d'accepter de bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Telle est la logique derrière toutes les mesures d'activation : pousser les gens dans la pauvreté pour les obliger à accepter des jobs de plus en plus mauvais et de moins en moins payés (De Meester 25 juillet 2018).

C'est ensuite l'Union européenne qui est présentée comme étant l'alliée des entreprises, au détriment des «gens». Selon Marc Botenga (27 mars 2017), «dès sa naissance, cette Union européenne a été un projet de concurrence. Elle fait jouer les gens et les États membres les uns contre les autres pour la course au profit des multinationales. L'Union n'a jamais eu d'autre but ».

Le PTB s'en prend ensuite aux élus corrompus, qu'il érige en chancres de cette culture politique propre aux élites. Ainsi, sur son site Internet, le PTB revient à plusieurs reprises sur les affaires de corruption politique en soulignant qu'il s'agit là d'une pratique « permanente et structurelle » :

Il faut non seulement dénoncer, mais aussi expliquer les raisons d'existence de la corruption directe, mais aussi de sa forme plus insidieuse, permanente et structurelle : l'alliance entre le gouvernement, les Parlements et le monde de la finance et de l'industrie. La lutte contre la corruption confronte les partis traditionnels à leur préférence pour le profit plutôt que pour les gens. Et elle met à nu la nature du capitalisme (Robert, De Block, Pestieu 18 juillet 2018).

Les privatisations d'entreprises publiques ou de services publics sont également une thématique récurrente illustrant, pour les représentants du PTB, une opposition entre, d'un côté, le règne de « l'argent » ou du « profit » et, de l'autre, les « gens » et l'« intérêt général » (PTB 1^{er} février 2018).

Les partis traditionnels sont désignés comme responsables de cette corruption. Le PTB souhaite changer le « système » et « bouleverser » les formations politiques traditionnelles. Le PTB se présente dès lors comme une vague de changement, « une vague qui aspire à un changement social radical, à une société des gens d'abord et pas d'une élite qui s'enrichit toujours plus » (PTB 13 juillet 2017). Comme le déclare Peter Mertens (17 septembre 2017) : « [Les partis traditionnels] ont peur de ne pas pouvoir continuer leurs politiques, où ils sont entre eux, entre partis traditionnels, et où ils peuvent se servir sur le dos des gens ».

Enfin, le PTB dénonce les entreprises, présentées comme alliées naturelles des élites. Peter Mertens considère que « les patrons veulent mettre l'ensemble des travailleurs sous pression, et nos dirigeants créent donc les conditions pour pousser sur le marché de l'emploi les gens qui n'y sont pas ou plus » (Mertens 30 août 2018). Marco Van Hees (11 juillet 2017) souligne également, sur la base de statistiques, cet argument :

L'évasion fiscale concerne peu de gens, mais est généralisée au sommet. Quand on appartient à la catégorie des 0,01 % les plus riches de la planète ayant une fortune supérieure à 50 millions de dollars, il y a une probabilité de 70 % de détenir un compte dans les paradis fiscaux.

L'objectif affiché par le parti est de promouvoir une politique et un service public au service « des gens » (PTB 16 février 2017). Ainsi, le PTB affirme non seulement mobiliser les « gens », mais également travailler avec eux, « à leurs côtés » (PTB 9 octobre 2017). Le parti prétend également être issu de la classe des travailleurs et présenter, aux élections communales, des listes diversifiées, « miroir de la ville » (PTB 19 juin 2018) :

Michel Bouffieux, le journaliste bien connu de l'hebdomadaire Paris Match, est étonné quand il voit le petit appartement de Raoul Hedebouw. Un député qui ne vit pas dans un appartement luxueux ? Aucun de nos députés ne s'est acheté une voiture qui en jette. Inutile. Raoul et Marco font la navette vers le Parlement en train [...] nous voulons discuter avec les gens dans un langage compréhensible, à mille lieues de ce jargon de la rue de la Loi, qui pue à plein nez à dix kilomètres à la ronde (Mertens 23 août 2018).

Au PTB on vit avec un salaire moyen de travailleur. Quand je fais le plein de 63 euros pour venir à BelRTL je sais ce que ça coûte aux gens [...] Nous, nous voulons des mandataires politiques proches des gens. Nous voulons plus d'ouvriers, d'infirmières et de mécaniciens dans les Parlements. Nous ne voulons justement pas uniquement de mandataires professionnels qui ne connaissent que les salons des Parlements (Decoene, Pestieau 27 janvier 2017).

L'enjeu soulevé ici renvoie à la volonté du PTB de voir les assemblées devenir représentatives des « gens », au sens sociologique du terme. Frédéric Gillot déclare ainsi au Parlement wallon « j'ai appris quelques locutions latines. Des *momentum*, des *hic* et *nunc*... C'est aussi révélateur d'une assemblée qui n'est pas sociologiquement « représentative » de la société » (PTB 13 septembre 2018).

Ces différents thèmes permettent de souligner plusieurs mécanismes au travers desquels le PTB construit son argumentaire politique. Tout d'abord, le PTB prétend incarner « les gens », « les citoyens », « les travailleurs », « les 99 % », etc. En ce sens, il prétend représenter la société d'un point de vue politique mais également sociologique. Le PTB ambitionne également de développer une forme de proximité avec les électeurs. Ses militants sont issus du peuple, ils sont proches des citoyens, ils connaissent leurs problèmes. Ainsi, le parti rappelle régulièrement que ses membres proviennent des classes populaires, des travailleurs, qu'ils parlent comme les « gens », s'habillent comme eux, possèdent le même salaire et côtoient les mêmes lieux. Enfin, le PTB indique qu'il n'œuvre pas pour les plus nantis contrairement aux autres partis politiques mais pour l'intérêt des citoyens. Ces trois types d'arguments ont vocation à renforcer la légitimité du parti tout en attaquant celle de ses concurrents politiques en soulignant ce qu'ils ne feraient pas ou ne seraient pas.

5.2. Le PP

Une part importante de la rhétorique du parti est mobilisée pour critiquer les élites que sont le monde politique, ses institutions, ses représentants ou encore, plus globalement, «l'establishment ». Ces élites sont présentées comme déconnectées des préoccupations du peuple.

Les élites [...] n'ont aucune idée de comment vit et souffre la majorité de la population qu'ils ne connaissent pas (PP 30 avril 2017).

Cet antagonisme dans les discours du PP entre les élites et le peuple trouve ses fondements dans la défense de la démocratie. En effet, si les hommes politiques sont décriés, c'est pour dénoncer le risque qu'ils feraient peser sur la démocratie et la nécessité de rendre le pouvoir aux citoyens :

L'Union européenne aujourd'hui n'a plus rien de démocratique. L'élection directe d'un président avec des compétences claires mais limitées, la coopération autour de projets concrets par des nations souveraines et l'outil du référendum doivent faire partie des grandes décisions à prendre (PP 30 avril 2017).

En décidant d'octroyer un subside à l'ASBL Garance sans offrir la moindre garantie de bonne gestion, la majorité empêche le débat démocratique d'avoir lieu (PP 27 septembre 2017).

Les grands médias peuvent bien nous boycotter, en dépit de l'obligation de pluralisme qui accompagne leur financement public. Les partis traditionnels peuvent bien trafiquer les règles électorales, à leur avantage et au détriment des nouvelles formations politiques. En huit ans d'existence, nous avons encaissé tous les coups et appris de nos erreurs. Nous sommes prêts et plus déterminés que jamais pour redresser ce pays (PP 6 mars 2018).

Ces extraits illustrent cette méfiance du PP à l'égard du fonctionnement actuel de la démocratie. Selon ce parti, elle serait confisquée par les partis politiques et les médias, mais également par les institutions politiques, qu'elles soient nationales ou internationales.

Les principales critiques du parti portent sur le monde politique, ses institutions et ses représentants. Que ce soit le gouvernement dans sa globalité, les ministres pris individuellement, les élus ou les cadres des partis dits «traditionnels», tous sont réputés être incapables de résoudre les problèmes de la population. Ils sont « corrompus et ne rendent pas de comptes » (PP 6 mars 2018). Bien que tous les niveaux de pouvoir soient visés par le PP, le niveau européen est, à de nombreuses reprises, pointé du doigt. Désignés comme non-démocratiques, les institutions européennes, leurs élus et leurs fonctionnaires sont critiqués du fait qu'ils ne tiendraient pas compte de la volonté des citoyens européens et confisqueraient leur souveraineté :

Le Bureau [du Parlement européen] n'est composé que des partis européens favorables à l'organisation actuelle de l'Union européenne (PP 27 octobre 2017).

Le Parti Populaire a l'impression très nette d'être traité comme des «dissidents» dans une Europe de moins en moins démocratique (PP 27 octobre 2017).

Les journalistes sont également critiqués par le PP. Le parti définit les médias comme étant l'ennemi du peuple, ceux qui tentent de « boycotter » ses actions (PP 6 mars 2018).

Selon le président du Parti Populaire, l'attitude haineuse de l'avocat de la RTBF reflète le mépris de son client pour la démocratie (PP 28 juin 2018).

Une fois les majorités et les gouvernements constitués, la vie politique pourra reprendre son cours normal, à la grande satisfaction des médias – qui continueront d'empocher leurs 600 millions d'aides et subsides annuels (PP 6 mars 2018).

Malgré cette critique des journalistes, c'est en recourant à la presse que le PP tente de dénoncer la corruption et l'inaction des dirigeants politiques tout en renforçant, par la même occasion, sa propre légitimité. Ainsi, le PP assied régulièrement ses propos sur des faits relatés par la presse. À titre d'exemple :

Sudpresse rapporte que de plus en plus d'écoles décident de supprimer la croix du Saint pour [éviter toute] discrimination religieuse (PP 24 novembre 2017).

Il est enfin intolérable d'apprendre par la presse que plus d'une vingtaine de cadres du groupe [Publifin] bénéficient d'une rémunération supérieure au plafond de 245 000 € (PP 2 février 2018).

De ces extraits, il ressort que le Parti Populaire et les médias entretiennent une relation double : d'une part, le PP dénonce le monde politique et médiatique et, d'autre part, il mobilise ces mêmes médias dans ses discours afin d'étayer ses propos.

Alors que l'« establishment » est envisagé de façon plurielle, le peuple est quant à lui défini de façon plus univoque. À travers le terme « peuple », ce sont les citoyens qui détiennent la nationalité du pays qui sont ainsi désignés :

Une majorité des Français, comme d'ailleurs une majorité d'Européens, réclament plus de souveraineté pour la France, retrouver la maîtrise de leur avenir (PP 30 avril 2017).

Les Belges continueront de payer des taxes exorbitantes dignes du Danemark pour obtenir des services publics dignes du Zimbabwe. L'immigration de masse continuera, et les Belges deviendront minoritaires dans leurs propres villes. À commencer par Bruxelles. Et, in fine, minoritaires dans leur propre pays. La situation des forces de l'ordre et de la justice continuera à se détériorer. Ceux qui sont en première ligne pour nous défendre prendront de plus en plus de coups (PP 6 mars 2018).

Les Wallons et Bruxellois veulent garder le contrôle de leurs frontières, et rester la majorité dans leur propre pays. Ils ne veulent pas de la Charia, la loi islamique. Avec nous, les communes wallonnes se déclareront villes hospitalières d'abord et surtout pour leurs citoyens, leurs précarisés, les personnes âgées trop souvent abandonnés, leurs SDF,... Les Wallons et Bruxellois veulent qu'on remette de l'ordre dans notre pays (PP 6 mars 2018).

C'est ainsi une vision exclusive du peuple que défend le PP. Ce n'est pas tant une catégorie sociale, économique ou culturelle de la population qui est désignée mais davantage une catégorie nationale.

Alors que le peuple national est au cœur des discours du PP, ce dernier prétend avoir compris sa volonté et être capable de l'incarner :

Les Belges ne cherchent pas de coupable, ils veulent des responsables. Le Parti Populaire pointe la gestion désastreuse du rail belge et surtout wallon (PP 29 novembre 2017).

Les Wallons et Bruxellois veulent en finir avec les structures publiques opaques, qui servent à placer les copains, les copains des copains et les... coquins. Ils veulent en finir avec ce système quasi mafieux où quelques-uns se servent pendant que les autres se crèvent au travail [...]. Les Wallons et Bruxellois sont écœurés. Ils ont raison (PP 6 mars 2018).

Les Wallons et Bruxellois veulent qu'on remette de l'ordre dans notre pays. Le Parti populaire incarne cette aspiration. Nous sommes le parti que beaucoup attendent (PP 6 mars 2018).

Ces extraits illustrent le rapport que le PP entretient avec le peuple. Le parti prétend d'abord apporter des réponses aux questions que le peuple se pose. Ce faisant, il légitime lui-même ce dernier et les demandes qu'il formule. Ensuite, il affirme et annonce partager les sentiments et attitudes du peuple. Enfin, le PP prétend incarner la volonté du peuple.

Cette volonté de renforcer la proximité entre le PP et le peuple fait aussi écho à la dénonciation des élites dont il a été fait mention plus haut. Selon le PP, ce peuple serait oublié par les élites qui occupent le pouvoir. Le parti entend dès lors rendre sa souveraineté au peuple à travers ses élus.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, les mêmes partis qui aujourd'hui criminalisent les conducteurs de voitures diesel à Bruxelles ont au niveau fédéral incité des années durant les Belges à consommer ce carburant, alors réputé plus « écologique ». Primes, taux d'accise plus bas, taxes basées sur la cylindrée et le taux de CO₂... Tout a été fait pour favoriser le diesel. On se moque du citoyen, une fois de plus (PP 29 septembre 2017).

Dans chacune de ces élections, le peuple, ce grand oublié, s'est fait à nouveau entendre et respecter, au grand dam des médias, des élites sûres d'elles et des partis traditionnels. Et ce mouvement est parti pour durer. Il décoiffe, il bouscule les certitudes les mieux établies (PP 6 mars 2018).

Si le PP prétend que le peuple est oublié et doit récupérer sa souveraineté, c'est aussi parce qu'il considère que le peuple est malmené et méprisé. En conséquence, selon le PP le peuple fait face à de multiples menaces, au premier rang desquelles une menace sécuritaire :

Le tueur de Maura et Laura, à Marseilles, était en liberté à cause d'un défaut de procédure. Le laxisme et l'insouciance d'un État peut coûter la vie à ses citoyens. Pour rappel, le Parti Populaire a déposé une proposition de loi visant à empêcher tout retour des djihadistes étrangers ou détenant la double nationalité (PP 9 octobre 2017).

Le laxisme judiciaire tue (PP 13 octobre 2017).

Les citoyens ont droit à la sécurité (PP 16 novembre 2017).

Ce manquement politique compromet la sécurité des citoyens et de nos agents (PP 10 novembre 2017).

Si le PP dénonce les menaces que l'insouciance des élites ferait peser sur les citoyens belges, il se pose à nouveau comme un rempart aux partis responsables de ces menaces. C'est en indiquant connaître ces menaces vécues par le peuple que le PP entend gagner en légitimité auprès des électeurs afin d'accéder au pouvoir pour, selon lui, rendre sa souveraineté au peuple.

Plus succincte en raison de notre corpus, l'analyse discursive du PP permet toutefois d'indiquer que trois mécanismes discursifs sont mobilisés par le PP. Tout d'abord, le PP tente de mobiliser une forme de représentativité par rapport à l'électorat. Il présente son président et ses membres comme issus du peuple, il entend incarner les « citoyens ordinaires » et leurs aspirations, et donc contribuer à rendre le monde plus intelligible à leurs yeux. Ensuite, en critiquant le fonctionnement actuel de la démocratie et de l'Union européenne, le PP souhaite se montrer proche des citoyens belges. Dans une logique de proximité, le parti affiche donc une volonté de rapprocher la politique des citoyens. Enfin, le PP indique que c'est précisément les citoyens nationaux qu'il entend défendre. Il dénonce par ailleurs les pratiques dominées par des intérêts purement économiques ou électoraux dont feraient preuve les partis traditionnels et qui feraient planer un certain nombre de menaces sur les citoyens nationaux. C'est par l'opposition aux autres partis politiques, à l'Union européenne et aux médias qui sont considérés comme des « élites » que le PP construit son argumentaire.

5.3. Le PTB et le PP : comparaison

L'étude comparée du PTB et du PP permet de dégager des différences fondamentales entre les deux formations mais aussi des similarités dans les procédés discursifs qui relèvent du style de communication populiste.

Le PTB et le PP envisagent tous les deux la société comme étant composée de deux groupes distincts : le peuple et les élites. Alors que le peuple est considéré par chacune de ces formations comme étant homogène, il est désigné tant par le PTB que par le PP comme étant méprisé, voire même oublié, par les élites. Selon eux, il est nécessaire de lui rendre sa souveraineté ou, du moins, sa liberté d'action et d'autodétermination. Les élites, désignées par le PTB et le PP comme étant à la source de nombreuses menaces pour le peuple, renvoient principalement à des acteurs ou des instances politiques, économiques et médiatiques. Les ministres, les parlementaires, les cadres des partis, les élus et les fonctionnaires européens sont ainsi catégorisés dans un même ensemble sous l'appellation « élite » ou « establishment » et sont décrits comme « arrogants », « corrompus » et œuvrant au nom d'intérêts privés. Ces élites ne représenteraient pas les citoyens et seraient responsables de multiples crises, principalement sociale pour le PTB et migratoire pour le PP.

Néanmoins, si nous retrouvons des termes communs dans les discours du PTB et du PP, le sens attribué à ces mots peut varier selon le parti qui les emploie. Ainsi, pour le PTB, le peuple ou les « Gens », terme privilégié par le parti, est essentiellement composé de travailleurs. Ce terme « Travailleurs » ainsi que ses dérivés, comme « Cheminots », sont en effet maintes fois employés par le parti dans sa rhétorique dont l'imaginaire est essentiellement organisé autour du prisme économique. À l'inverse, le PP n'emploie pas le terme de « Travailleurs ». Celui-ci privilégie une vision nationale du peuple. Ce n'est pas tant son statut économique qui caractérise le peuple ou les citoyens, mais bien son appartenance à une même communauté nationale. En ce sens, les individus n'ayant pas la nationalité belge ne sont pas inclus dans la conception du peuple du Parti Populaire. Cette vision politique du PP est ainsi structurée par une idéologie nativiste, c'est-

à-dire fondée sur le principe d'exclusivité nationale : l'État devrait être habité par des nationaux et les étrangers sont considérés comme une menace pour la nation (Mudde 2007).

Bien que le PTB et le PP dénoncent une élite politique et économique parfois similaire, comme l'Union européenne, là aussi des divergences existent. Pour le PTB, l'élite est définie comme étant « de droite », et économiquement : les « lobbies », les « multinationales », le « patronat », ces derniers acteurs économiques étant désignés comme responsables de la « fraude fiscale », de « l'évasion fiscale », ou encore du « dumping social ». Pour le PP, l'élite est avant tout de gauche et organise « l'immigration de masse ». Mais, pour le PP, l'élite peut également renvoyer à la presse et aux journalistes qui seraient de connivence avec les partis traditionnels en fournissant une information biaisée et orientée politiquement aux citoyens. L'élite médiatique est généralement absente des discours du PTB.

Alors que le PTB et le PP véhiculent des idéologies différentes et alors que les termes qu'ils mobilisent renvoient à des conceptions politiques et économiques différentes, les deux partis partagent, dans leurs discours, des stratégies de légitimation similaires. Premièrement, le PTB et le PP déclarent incarner le « peuple » et représenter les « Gens » ou les « Citoyens », que ces derniers soient imaginés en tant que « travailleurs » ou « nationaux » en fonction des discours. En outre, les deux formations recourent à une forme de proximité lorsqu'elles avancent « connaître » les citoyens, leur quotidien et leurs problèmes. Alors qu'elles pointent du doigt les menaces que font peser les élites sur le peuple, elles se positionnent comme le relais politique du peuple. La première stratégie de légitimation dégagée par Patrick Charaudeau (2011) selon laquelle les partis populistes seraient en quête d'une légitimité plébiscitaire se retrouve donc parmi les discours du PTB et du PP. Deuxièmement, le PTB et le PP tentent systématiquement de se distinguer des autres partis en indiquant qu'ils œuvrent au nom de l'intérêt général et non au nom d'intérêts privés opposés aux citoyens. Les formations politiques « traditionnelles » sont continuellement qualifiées de « corrompues », « incompetentes » ou encore « autoritaires ». En dénigrant ce que les autres partis ne sont pas ou ne font pas, le PTB et le PP soulignent leur nature différente mais également leur volonté de changement. En conséquence, ils mobilisent aussi les deux autres stratégies de légitimation proposées par Patrick Charaudeau : un éthos d'authenticité et un éthos de puissance. À travers ces deux stratégies, ils essaient de convaincre les électeurs qu'ils connaissent les problèmes que rencontrent les citoyens, qu'ils sont les plus à même de les résoudre mais aussi qu'ils en ont la capacité, contrairement aux autres partis.

Confrontée empiriquement à deux types de formations recourant à un style de communication populiste, la typologie des stratégies de légitimation développée il y a dix ans par Patrick Charaudeau conserve toute sa pertinence dans l'analyse des discours.

6. Conclusion

Sur la base d'une comparaison du PTB et du PP en Belgique, ce chapitre a tenté de montrer quelles sont les stratégies discursives que développent ces formations populistes pour tenter, malgré leur spécificité, de renforcer leur légitimité auprès des électeurs.

L'analyse a montré que tant le PTB que le PP mobilisent un répertoire discursif similaire : tous deux entendent défendre le peuple en opposition à des élites. En outre, ils prétendent incarner le peuple, reconnu comme étant menacé par ces élites. Le sens accordé à ces deux catégories de la population varie néanmoins d'un parti à l'autre, en fonction des idéologies véhiculées par le PTB et le PP, l'un sous le prisme économique, l'autre sous le prisme nationaliste.

Au-delà de ces similitudes et de ces spécificités, l'étude a indiqué que tant le PTB que le PP recourent aux mêmes stratégies de légitimation auprès des électeurs. Mobilisée empiriquement à travers ce chapitre, la typologie de stratégies de légitimation propres aux partis populistes développée par Patrick Charaudeau (2011) permet de mieux comprendre en quoi deux formations politiques idéologiquement aux antipodes l'une de l'autre peuvent pourtant partager des procédés discursifs communs.

Alors que la littérature a montré que des militants et électeurs de gauche (radicale) peuvent contribuer, dans une certaine mesure, à renforcer le poids électoral de formations de droite radicale (Perrineau 2017), le présent chapitre ouvre la voie à de nouvelles recherches sur les transferts de voix : dans quelle mesure le partage de stratégies de légitimation communes peut-il induire un transfert de voix entre les électeurs de

deux formations populistes aux idéologies pourtant distinctes ? Dans le cadre belge, où les formations populistes de droite radicale sont désor- mais exsangues, dans quelle mesure le PTB peut-il – sur la base de telles stratégies de légitimation – capter une part de l'électorat pourtant davantage ancré à la droite (radicale) de l'échiquier politique ?